ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
PROPRIÉTÉ PUBLIQUE
ORNE

129e Année. — N° 3 | UN FRANC | HEBDOMADAIRE | VENDREDI 22 JANVIER 1943

Journal de l'Orne

PUBLICITE

Demandes d'Emploi 15 fr.
Offres d'Emploi 20 fr.
Annonces diverses
(Ventes, achats, location)
Minimum ..... 30 fr.
Avec la mention :
« S'adresser au Journal »
5 fr. en plus par insertion
Avis et Remerciments d'Inhumation ..... 60 fr.

Compte de Chèques Postaux : ROUEN 3416
BUREAUX : 6, Rue du Collège, ARGENTAN

DIRECTEUR-GERANT : Robert LANGLOIS

Adresse télégraphique : JOURNAL-ORNE-ARGENTAN
Téléphone : 30

ABONNEMENTS
Orne et départts limitrophes .... 45 fr
Autres départts .. 50 fr.
Les abonnements se paient d'avance et se continuent, sauf avis contraire.

Réflexions

1943, Année d'épuration ?

Une nouvelle loi vient de paraître à l'Officiel d'après laquelle il est désormais interdit de procéder à la nomination de nouveaux fonctionnaires, même dans le cadre auxiliaire. Cette décision, chers lecteurs, vous aura causé j'en suis certain, une vive satisfaction que je serais disposé à partager si je n'éprouvais un léger doute sur son efficacité.

Il y a belle lurette, en effet, que j'ai déjà entendu critiquer les abus du fonctionnarisme en France et proposer des lois pour endiguer cette marée montante, Malgré les plus énergiques protestations et les plus alléchantes promesses, le fonctionnarisme n'a cessé de croître et d'embellir, et l'on ne saurait affirmer que ce fût pour le plus grand bien de la France et encore moins du pauvre contribuable ! Je ne sais plus quel farceur avait calculé qu'un moment arriverait où notre pays compterait plus de fonctionnaires que de contribuables !

Je veux croire néanmoins que le gouvernement de M. Laval, ayant pris une conscience très nette des réformes à accomplir pour amorcer le relèvement économique de la France meurtrie, envisage sérieusement de mettre un frein aux excès de ces dernières années.

Mon confrère Daniel de Bergevin écrivait récemment dans le Journal de Rouen :

« Depuis juin 1940, les aspirants fonctionnaires se sont lancés à l'assaut de places que le nouveau régime, ils le savaient — les rapaces ont, à cet égard, un flair insurpassable — serait amené à créer. *Affaires économiques, Information, Sports, Production industrielle, Jeunesse,* quelle mine inépuisable ces jeunes services — s'ajoutant aux anciens — devaient constituer pour les ratés, les fruits secs et les ambitieux !

« Nombre de candidats — ils allaient être infiniment mieux rétribués que leurs confrères du cadre normal, dont ils n'avaient cependant pas toujours les titres — furent ainsi « choisis », si l'on peut dire, en vertu d'un principe de cooptation tellement élémentaire que l'on s'étonne de trouver, quand même, parmi les nouveaux fonctionnaires — j'en connais — des gens de caractère et de talent.

« La cooptation vichyssoise n'a rien de commun avec celle de la constitution belge. Elle est beaucoup plus simple : il suffit, pour être pris, de se trouver là au moment ou l'on a besoin de quelqu'un.

« C'est ainsi qu'on a assisté à des nominations invraisemblables dont, dans tous les milieux, on a pu constater la malfaisance. »

Rien n'est plus exact. Jamais on n'avait vu un tel empressement à créer de nouveaux postes dont on pouvait souvent se passer, et jamais on n'avait vu une telle ruée pour s'en assurer le bénéfice... et quelquefois les petits bénéfices !

Je souhaite donc ardemment que la nouvelle loi soit appliquée dans toute sa rigueur.

Mais aussi, j'ajoute que le gouvernement doit exiger, sans la moindre faiblesse, que tout fonctionnaire actuellement en place le serve avec ponctualité et surtout avec une loyauté totale. Il ne faut plus que l'on assiste à ce lamentable spectacle de gens qui, après avoir instamment sollicité un emploi au service du gouvernement, s'empressent, à peine installés dans leurs nouvelles fonctions, de dénigrer et de trahir au besoin ce gouvernement dont ils sont heureux cependant de toucher une rémunération substantielle.

On prête au gouvernement Laval l'intention d'exiger de ses fonctionnaires un nouveau serment de fidélité. Qu'il le fasse sans tarder. Mais, ensuite, que tout manquement à la parole donnée soit impitoyablement sanctionné par une révocation immédiate en bonne et due forme, quels que soient le grade et l'importance du fonctionnaire parjure.

Les fonctionnaires jouissent de certains privilèges. C'est une raison de plus pour eux d'accomplir leur travail avec conscience et loyauté. S'il leur déplait de servir tel gouvernement, qu'ils aient le courage de le déclarer ouvertement et de donner leur démission. Ils auront au moins le mérite de la franchise et, à ce titre, ils auront droit au respect. Mais on ne peut être à la fois pour et contre quelqu'un : il faut choisir.

Le jour où la grande majorité des fonctionnaires, du haut en bas de l'échelle administrative, servira loyalement le gouvernement, la marche des affaires publiques n'en ira que mieux. Car alors les directives du Maréchal et les intentions gouvernementales ne seront plus déformées et sabotées à plaisir.

Ce qui, il faut bien le dire, n'a pas toujours été le cas depuis juin 1940.

J. DELORNE.

ÇA & LA

A L'ETRANGER :

— L'égyptien Saged Mehrem, qui déclare être né au Caire en 1811, a célébré son 132e anniversaire.

— Des cas de peste ont été signalés à Ankara en Turquie.

A PARIS :

— On a découvert à Paris dans son appartement, une femme qui était morte depuis plus de 3 ans. Le propriétaire, las de ne pas être payé, avait demandé son expulsion. C'est en opérant cette mesure que l'on s'aperçut du décès !

— On vient d'arrêter à Paris une spécialiste du vol à la tire. Fouillée, on découvrit sur elle 1.115.000 francs en billets de banque dont elle rousa d'indiquer la provenance.

— Se donnant comme inspecteurs de la défense passive, trois malfaiteurs ont rafié chez une demoiselle Lescot, pour 1.200.000 frs. de bijoux, de fourrures et autres objets.

— Quatre jeunes gens élégamment vêtus, se présentant comme inspecteurs de la police chez M. Chatelain, rue Guyot, ont effectué une perquisition et se sont emparés de 400.000 frs. en billets et de 600.000 fr. de pièces d'or françaises et étrangères.

DANS LES DEPARTEMENTS

— Solange Boitout, âgée de 20 ans, était séquestrée depuis 5 ans, par sa patronne, une dame Godreuil, du Havre, à demi-folle. La domestique vivait dans un véritable taudis. A 20 ans, elle en paraissait 14 et ne pesait que 30 kilos !

« Français, vous avez la mémoire courte »

Magnifique Conférence de Philippe Henriot

Paris, depuis trois ans, n'avait plus entendu — autrement que par la radio — la voix de Philippe Henriot, cette voix aux sonorités puissantes et aux inflexions tour à tour ironiques et émouvantes qui dominait jadis les tumultes du Palais-Bourbon et faisait vibrer les foules des meetings populaires. Paris l'a entendue à nouveau l'autre mercredi, dans une magistrale conférence faite au théâtre de la Madeleine.

Le leitmotiv était : « *Français, vous avez la mémoire courte ; vous l'avez parce que les souvenirs du passé vous gênent* ». Et, pendant une heure d'horloge, l'orateur a développé son sujet ; il l'a développé avec des formules presque toujours saisissantes : » *Ce n'est pas la France qui a choisi de faire la guerre, c'est l'Angleterre et aussi l'Amérique... La France est le soldat et la victime traditionnels de l'Angleterre... Je ne peux pas comprendre qu'aujourd'hui des Français qui, avant la guerre, condamnaient le régime meurtrier qui a conduit la France où elle en est, se mettent à désirer une victoire anglo-américaine pour le rétablir. Les Français ont malheureusement l'habitude de comparer leur sort à celui qu'ils souhaiteraient, et non pas à celui qui pourrait être. A l'armistice, nul d'entre nous n'aurait osé espérer que la France conserverait sa flotte, son armée, son Empire et que notre vainqueur nous offrait une collaboration...* »

L'orateur a particulièrement insisté sur cette offre de collaboration qui était un hommage magnifique et inappréciable rendu à la France.

— A un vaincu, s'est-il écrié, on impose et on ne propose pas. L'homme qui se sent capable de construire une Europe en béton armé juge qu'il lui faudra une âme. Et il offre à la France d'être pour partie cette âme, comme la Grèce vaincue a jadis été pour partie l'âme de Rome. Quel plus bel hommage pouvez-vous lui demander ?

Durement, il fouailla les attentistes et les traîtres.

— A l'armistice, dit-il, le Maréchal avait gardé un certain nombre de cartes pour faire la paix : des gens se sont acharnés à les lui arracher des mains. Et, à chaque carte qui tombait, par suite de *trahison ou de lâcheté, ils hurlaient* de joie...

« *Il faut avoir le courage de dire ce que l'on veut quand on refuse la collaboration : la guerre renouvelée tous les 25 ans. Il est faux de penser que les nations sont immortelles : la France peut mourir, si nous la laissons mourir. Le Maréchal ne sauvera pas la France sans nous.*

Il montre ensuite ce que la France pourrait attendre d'une impossible victoire anglo-américaine :

« Il y a, dit-il, des Français qui veulent changer d'occupants. Ils croient que les Anglais leur rendront leur Empire. Mais l'Histoire offre-t-elle un seul cas où l'Angleterre nous ait rendu une terre conquise ?

« *D'autres Français comptent sur l'Amérique. Mais, si l'intention des Anglo-Américains est de nous rendre notre bien, pourquoi, aujourd'hui, se chamaillent-ils pour savoir qui occupera et qui gouvernera nos territoires ? En vérité les Français, s'ils n'avaient pas la mémoire courte, devraient se souvenir que, après l'autre guerre, les Etats-Unis ne consentirent sur nos dettes, aucune remise. Pourquoi, demain, abandonneraient-ils les terres de notre Empire, qui leur ont déjà occasionné tant de frais à conquérir.*

M. Henriot a conclu en ces termes :

« Obéissons aujourd'hui au pilote : il nous a laissé la tâche la plus facile : obéir. Ce que d'autres veulent faire passer pour du patriotisme n'est que de la paresse et de la lâcheté. »

A retenir sa définition de la radio anglaise, qui n'a pas été la moins goûtée par l'assistance :

— C'est une institution, inspirée par les Juifs et montée par des fripouilles à l'usage des imbéciles ; elle ne manque naturellement pas de clients...

***

C'EST WILLIAM BULLITT QUI DONNA L'ORDRE A DALADIER DE DECLARER LA GUERRE A L'ALLEMAGNE

Au cours de cette conférence, Philippe Henriot a fixé un point d'histoire, qui est d'une saisissante actualité au moment de la publication du *Livre Blanc* américain et que chaque Français devrait avoir toujours présent à sa courte mémoire...

3 septembre 1939. La France n'a pas encore envoyé son ultimatum à l'Allemagne et ne lui a pas encore déclaré la guerre. Philippe Henriot se trouve, le matin, dans le cabinet de l'ambassadeur de Pologne à Paris, M. Lukasiewicz.

— *Mon pays se bat,* clame-t-il. *Qu'attend la France pour déclarer la guerre ?*

— *Elle attend,* répond Henriot que *les suprêmes pourparlers aient eu lieu. Et, puisque vous êtes, dites-vous, en état de résister pendant six mois, vous pouvez bien attendre quarante-huit heures...*

Secoué d'une sanglot, l'ambassadeur s'écrie alors :

— *Résister pendant six mois !... Nous ne pouvons résister quinze jours...*

A ce moment, la sonnerie du téléphone retentit. Et M. Lukasiewicz décroche son récepteur. Dans ce récepteur, une voix parle très fort... si fort qu'on peut l'entendre dans la pièce. La voix dit :

— *Comment ! La France n'a pas encore déclaré la guerre ? C'est inouï. Je vais téléphoner immédiatement à Daladier et lui dire que, s'il n'agit pas sur l'heure, la France est déshonorée...*

Celui qui parlait ainsi n'était autre que M. William Bullitt, ambassadeur des Etats-Unis. En effet, il téléphona à Daladier. Et Daladier téléphona à son tour à M. Georges Bonnet, son ministre des affaires étrangères, lui donnant l'ordre de ne plus attendre. Et la France, bien qu'elle se fût réservée un délai de vingt-quatre heures pour délivrer son ultimatum, le remit douze heures avant l'expiration du délai. La volonté de Bullitt était exécutée...

Voilà les faits, attestés par un témoin vivant et de valeur. Que les Français, malgré leur courte mémoire, veuillent bien ne pas l'oublier ! Ils ont marché, le 3 septembre, non seulement aux ordres de l'Angleterre, mais à ceux des U.S.A.

La Semaine

UNE GENEREUSE DECISION DU FUEHRER A L'EGARD DE LA FRANCE

Le Führer a décidé que tous les Français qui seraient faits prisonniers par les Allemands en Afrique du Nord, ne seraient pas traités en prisonniers de guerre, mais remis aux autorités françaises pour être libérés.

Cette mesure généreuse a déjà reçu un commencement de réalisation. L'amiral Esteva s'occupe de faire rentrer en France des militaires français tombés aux mains des Allemands : certains de nos compatriotes ont déjà bénéficié de cette décision.

« UNE FORCE ELOIGNEE DE TOUTE COMPROMISSION : CELLE DES PRISONNIERS »

M. André Masson est nommé commissaire général aux prisonniers rapatriés

M. André Masson, libéré depuis peu du Stalag V B, où il était l'animateur du Cercle Pétain, vient de prendre, en remplacement de M. Maurice Pinot, les fonctions de commissaire général aux prisonniers rapatriés.

Recevant la presse, M. André Masson a déclaré :

« *Je reviens de mon camp avec cet esprit de force, de ferme confiance et d'enthousiasme qui nous a permis là-bas de vaincre les pires difficultés matérielles et morales.*

« *La mission nationale à laquelle le Président Laval convie les rapatriés, nous saurons la remplir sans faiblesse et sans crainte.*

« *La France a manqué et manque encore de virilité, a ajouté le nouveau commissaire général, et la Révolution nationale manque de révolutionnaires. Nous serons ces révolutionnaires, car le gouvernement entend donner à des hommes qui ont combattu et qui ont souffert des tâches d'hommes.*

« *Il y a une force éloignée de toute compromission, une force qui n'est pas usée,* conclut M. André Masson, *celle des prisonniers.* »

LA CONFUSION NORD-AFRICAINE

Aucun éclaircissement n'est intervenu dans la situation nord-africaine.

La base du désaccord anglo-américain repose essentiellement sur le fait que Londres soutient de Gaulle, partisan du régime démocratique intégral, et Washington, Giraud, dont certaines tendances seraient antiparlementaires. Il serait faux de croire que ces deux mouvements soient les seuls à s'opposer de l'autre côté de la Méditerranée. Le régime du Maréchal a des partisans dont le nombre semble croître de jour en jour. Une tentative de complot monarchiste visant à une restauration dont le Comte de Paris serait le bénéficiaire a été découverte à Alger. Certains vont d'autre part jusqu'à parler d'une conjuration bonapartiste !...

La radio anglaise affirme que la crise est de nouveau entrée dans une phase aiguë et que — nous citons textuellement — « dans quelques jours, on apprendra que des têtes sont tombées et que des hommes nouveaux ont pris le pouvoir ».

Quels sont ces hommes nouveaux ?

En attendant, Radio-Alger exhorte les dissidents à faire trêve à leurs querelles, ce qui est implicitement les reconnaître.

Cependant, l'attitude des Français et de la population indigène est de plus en plus hostile.

Au Maroc, le pacha de Marrakech, El Glaoui, a repoussé les offres de collaboration que lui ont faites les Américains et, retiré dans l'Atlas, avec ses partisans, il surveille les événements.

En Algérie, des troubles ont éclaté en diverses régions et un régiment français, annonce-t-on de source italienne, s'est mutiné à Oran.

Les défections se multiplient parmi les troupes dissidentes, car beaucoup de soldats et d'officiers sont restés fidèles à la France.

Enfin, de nouvelles arrestations ont eu lieu sur l'ordre de l'ex-général Bergeret, tandis que les Américains ont incarcéré un moment M. Charles Bedaux, ami personnel du duc de Windsor, l'ex-roi Edouard VIII.

La confusion nord-africaine a été encore accrue par une déclaration du ministre britannique pour l'Afrique du Nord, M. Mac Millan. Celui-ci a fait savoir publiquement que « quel que soit le gouvernement qui sera formé en Afrique du Nord, la Grande-Bretagne le considérera comme provisoire.

L'ENTREVUE HITLER-ANTONESCO

Le Führer a reçu à son Grand Quartier Général le maréchal Antonesco, chef de l'Etat roumain. De nombreux chefs militaires allemands et roumains assistaient aux entretiens.

L'objet de cette entrevue a été souligné par un communiqué du D.N.B. Il a été traité de « questions militaires, politiques et économiques concernant la participation de la Roumanie à la guerre et la communauté du destin qui l'unit à l'Axe et à l'Europe ».

Si cette entrevue n'a rien eu d'exceptionnel, et entre dans le cadre des contacts périodiques entre les signataires du Pacte antikomintern, la presse allemande n'en a pas moins mis en valeur la coopération militaire roumaine sur le front de l'Est, l'ampleur des sacrifices consentis par le pays tout entier et la contribution considérable que la Roumanie apporte à l'Europe dans l'ordre économique.

La nation roumaine est mobilisée totalement pour assurer la défaite de son principal ennemi : le bolchevisme.

UN FRANÇAIS ÉVADÉ DE CARLTON-GARDEN nous parle de de Gaulle

Un homme, un Français, vient de réussir à quitter l'Angleterre, ce roc dont personne ne sort à moins d'être au service de sa Majesté ou félon aux ordres de de Gaulle. Ce Français, de vieille souche bretonne, s'appelle le vicomte Georges de Mauduit. Inter-France est allé lui demander pourquoi et comment il s'était enfui d'Angleterre. Son récit est la plus belle leçon que l'on puisse dédier aux Gaullistes de France, à ceux qui vivent de la drogue du mensonge diffusé par la B.B.C., aux faibles qui se trompent honnêtement parce qu'ils ne savent pas.

— Quand la guerre de 1939 éclata, j'étais en Angleterre depuis vingt ans, nous déclare Georges de Mauduit. Je n'étais pas mobilisable. Classe 13, j'ai fait la Grande Guerre dans l'aviation, car dès 1913, je m'amusais à faire de l'avion avec Blériot à Buc.

« Journaliste, auteur, membre de la Société des Auteurs Anglais, je demeurais à Londres où j'ai eu une vingtaine de livres publiés : biographies, romans, ouvrages d'histoire pour enfants, et livre sur l'art culinaire.

« A la vérité, je n'avais plus le goût de vivre en France. Un certain dédain des gouvernements successifs français, tous plus ou moins francs-maçons ou juifs, la lente désagrégation de la vraie mentalité de chez nous, tous les scandales, toutes les bassesses des affaires Stavisky et autres, m'avaient éloigné d'ici et ramené définitivement vers l'Angleterre, où j'avais des souvenirs excellents d'Oxford et des amis nombreux qui dataient du Collège et de l'Université. Bref ! j'étais anglophile... avant !...

— Avant quoi ?

— Dunkerque, Mers-el-Kébir, lance violemment Georges de Mauduit ! C'est là, où je me suis rendu compte de la perfidie et des intentions réelles de Churchill. Dès le lendemain, je suis allé voir le « Premier » anglais dont je connaissais la famille : « Oui, nous avons fait ça, mais c'est pour sauver la France ! » me jeta cyniquement Churchill à travers son cigare. Alors je n'ai plus douté de l'orientation de l'Angleterre.

« J'ai voulu partir, quitter ce pays qui devenait l'ennemi du mien. Impossible. Déjà, aucun visa de sortie n'était plus délivré aux étrangers, ni même aux Anglais.

RENCONTRE AVEC DE GAULLE

« Quelques jours plus tard, je rencontre de Gaulle, qui venait d'arriver à Londres. Il savait qui j'étais. Je l'avais rencontré en 1912, chez ma grand'mère, rue de Grenelle, à Paris, où j'habitais, lorsqu'il était élève de Saint-Cyr, dans la même promotion que mes deux cousins, les barons Pinoteau, fils du général, qui, eux, devaient tomber glorieusement en août 1914, alors que de Gaulle, à leurs côtés, était fait prisonnier.

« *Donc, je rencontre de Gaulle* qui me dit : « Avec tout ce que « vous représentez au point de vue « français, avec la confiance et le « prestige qui vous entourent en « Angleterre, vous qui connaissez « très bien les Etats-Unis, vous « pourriez aller là-bas rejoindre « mon agent de New-York, Jac- « ques de Sieyès, que vous con- « naissez aussi : vous y feriez du « très bon travail ! »

« Je répondis évasivement. Trois jours après cette rencontre, j'étais blessé par une bombe allemande. Après l'hôpital, durant ma convalescence, la proposition de de Gaulle, à laquelle je n'avais pas attaché d'importance, m'apparut inespérée : c'était la porte ouverte pour quitter l'Angleterre et rentrer en France. Car j'avais une idée fixe : avertir les Français des véritables intentions de l'Angleterre envers la France.

« Alors je me suis abouché avec de Gaulle. J'ai passé trois mois à son quartier général à Londres. Mais, au moment de mon départ pour New-York, le gouverneur général Brunot, qui avait lâché son poste du Gabon pour joindre de Gaulle, lui demande d'urgence quelqu'un pour prendre en charge la station de radiodiffusion de Brazzaville. De Gaulle me nomma.

« Mes plans n'allaient plus ! Mais je me dis que j'avais la possibilité de toucher le Portugal avec le convoi de Brazzaville.

« Cependant, la destinée en avait décidé autrement.

« *Le jour où mon convoi* devait embarquer à Liverpool, la Luftwaffe bombarda si violemment le port et ses installations que tout départ s'avéra impossible. Je restai donc à Londres, embrigadé malgré moi dans l'état-major dit des « Forces Françaises Libres » !

LES « FORCES FFRANÇAISES LIBRES »

« Libres... quelle ironie ! Je tiens du commandant Massip lui-même, qui fut au début de la guerre chef de la mission française à Londres, l'affirmation que le gouvernement britannique a passé un accord par lequel les « Forces Françaises Libres » reçoivent un million de livres sterling par jour, pour le maintien de la Marine, de l'Armée, de l'Aviation *et de l'Administration.*

« — De plus, me confia Massip, « nous recevons de l'Association de « la « Ligue contre l'Antisémitis- « me », financée par les Juifs ri- « ches, une contribution princière « pour notre service de propa- « gande ! »

« Comprenez-vous pourquoi, conclut le vicomte de Mauduit, la propagande de de Gaulle est faite par des Juifs ? Pourquoi au Carlton Garden, où est installé le Q.G. du « gouvernement » de de Gaulle, on rencontre un ministre de l'Instruction publique qui s'appelle René Cassin, juif, ancien professeur à la Faculté de Droit ; un autre juif : Rozan, ministre des Finances, qui est un ancien comptable... Pourquoi aussi de Gaulle a passé, en manière de contre-partie, un accord secret avec Churchill, accord par lequel de Gaulle livrerait définitivement à l'Angleterre certaines colonies françaises à déterminer, et aussi certaines parties du sol français sur le littoral de la Manche pour une période à définir par la Grande-Bretagne.

« DE GAULLE, CE N'EST RIEN... »

« Voilà, alors qu'il en est encore temps, ce que je voulais révéler aux Français ! Je voulais leur dire : « *Vous êtes mal informés* ; de Gaulle, ce n'est rien. Avec sa raideur poseuse, ses manières cassantes, son avidité de pouvoir et de domination, ici, en Angleterre, c'est une quantité méprisée, détestée. De Gaulle c'est un snob, qui ne pense qu'à son apparence.

« Je me souviens que durant les deux semaines qui ont précédé sa honteuse escapade de Dakar, il *passait cinq heures* par jour chez son tailleur, son bottier, son chemisier de Piccadilly !

« Un jour de novembre 1940, je rencontrai la comtesse de Warwick, sœur d'Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères, qui m'accueillit par ces mots : « Ah ! monsieur Mauduit, j'ai entendu dire que *vous étiez maintenant avec les* « Forces Françaises libres », est-ce que c'est sérieux ? Car vous savez, de Gaulle ne nous a pas beaucoup impressionné ici ! »...

« Etant donné la personnalité de la comtesse de Warwick, ce « nous » ne pouvait évidemment désigner que le gouvernement britannique !

« Dès son arrivée à Londres, de Gaulle, *fils d'un professeur de l'Université de Lille,* essaya de jouer au souverain, mais personne n'a jamais été dupe de ce rôle. Ses troupes ? Inexistantes. Avec les recrues de Dunkerque, de Narwick et les civils français d'Angleterre, il a groupé avec peine trois mille hommes. *Ce sont les gaullistes de France qui ont fait l'importance de de Gaulle.*

« Ils ont commis là une erreur et une faute incalculables. *Car c'est lui qui a ouvert le chemin de la trahison.* C'est lui le responsable du drame de Syrie, de l'Afrique Equatoriale, de l'Afrique du Nord.

« L'Angleterre avait besoin d'un de Gaulle. C'est un de mes vieux amis, le général de brigade Shearer, actuellement directeur de la propagande britannique en Proche-Orient qui, avant son départ au Caire, me confia ses vues sur l'utilité qu'ont pour l'Angleterre tous les « gouvernements libres » émigrés à Londres : « Tout d'abord, me dit-il, ces gouvernements vont nous servir à infiltrer le désordre, suivi de sabotages et de révoltes dans leurs pays respectifs. Ensuite, *ils nous permettront d'occuper officiellement certaines de leurs colonies stratégiquement nécessaires,* et enfin, lors de la Paix, après notre victoire (?) tous ces gouvernements fantômes, mais officiellement trahison, j'étouffais, poursuit Georges de Mauduit. 1941 arriva, j'étais toujours là. En vain s'accumulaient pour moi les raisons d'écœurement et de *révolte.* Je voyais les Français pourchassés *sous la pression* de de Gaulle, mis en demeure d'adhérer à la forfaiture ou de se voir confisquer leurs biens et diriger vers les camps de concentration. Combien de milliers de Français auxquels la France ne pense pas, sont ainsi depuis deux ans parqués dans l'île de Man ?

« Tel sans doute le commandant de Soubeyran, chef d'Etat-Major du Quartier Général de de Gaulle, qui, le 4 *février 1941, alors que* n'en pouvant plus, je venais dire à de Gaulle ce que je pensais de lui et de sa bande, me devança dans mes intentions.

« J'attendais dans l'antichambre lorsque des éclats de voix me parvinrent aux oreilles

« Je reconnus la voix sonore du commandant de Soubeyran, dont j'avais souvent admiré le cran : « Je m'en fiche, criait-il, je préfère aller dans un camp de concentration que de travailler avec des juifs, des francs-maçons, des communistes dont cette maison est pleine ! J'étais venu ici pour travailler pour la France : en restant ici, je travaille contre elle. — Très bien, grognait la voix de de Gaulle, puisque vous ne voulez pas vous soumettre, monsieur de Soubeyran, je vous fais arrêter ! J'ai pressé le bouton ! — Pressez tous les boutons du monde, et restez avec vos juifs et vos communistes. Moi pas ! »

« Quelques instants plus tard, deux *détectives de Scotland Yard* en civil arrivèrent au pas de gymnastique. Le jeune lieutenant de Courcelles, qui est l'ombre de de Gaulle, leur ouvrit la porte, puis la referma après eux, pour l'ouvrir à nouveau au passage de Soubeyran, haut st superbe, jusqu'à cette minute chef d'Etat-Major du Quartier général, encadré des deux détectives anglais.

« Nul, depuis, ne l'a revu.

« Quant à moi, pensant que ce n'était pas le moment de susciter une seconde scène, je quittai l'antichambre. *Le lendemain, j'envoyai* ma démission.

« Alors, n'en pouvant plus, *j'ai* composé et fait circuler un journal *clandestin où je dénonçais* la vraie politique de Churchill, ses menées et ses visées contre notre Empire et où je dénonçais aussi la basse trahison de de Gaulle.

« Six mois après, j'étais sous les verrous. J'y suis resté 70 jours. Grâce à la puissante intervention d'une de mes relations, j'en sortis enfin, obtins mon visa pour le Portugal, et enfin, après des heures d'interrogatoire dans ce bureau 055 du War Office, après des mois d'attente et de surveillance incessante de tous mes gestes, après une dernière fouille qui m'ôta ma chevalière de famille, ma chaîne de montre, mon étui à cigarettes en or et me laissa pour toute fortune 10 livres sterling-papier, je réussis à prendre le « Clipper » et à débarquer à Lisbonne.

— Et maintenant ?

— Maintenant, conclut le vicomte Georges de Mauduit, je n'aurai aucun repos, tant que je n'aurai pas raconté aux Français tout ce que j'ai vu là-bas : la magnifique propriété que les Juifs ont achetée à de Gaulle dans le Gloucestershire, le refus formel et méprisant de la Reine de voir paraître Mme de Gaulle à l'inauguration de l'hôpital des « Forces Françaises Libres », les milliers de Français qui n'espèrent qu'une chose : abandonner tout, mais fuir cette île maudite, *et mes connaissances sur les vrais* buts de l'Angleterre qui, pour « sauver » la France, dépèce son Empire, rançonne, ruine, empoisonne ses nationaux et hypothèque son avenir. »

« LE SPECTACLE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN ALLEMAGNE, EST, AVANT L'HEURE, UNE IMAGE SYMBOLIQUE DE L'EUROPE NOUVELLE »

déclare, à Paris, le Gauleiter Sauckel.

CHARGE PAR LE FUHRER DE TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES A LA MAIN-D'ŒUVRE.

La semaine dernière, c'était le Dr Ley, chef du Front du travail, qui déclarait dans un message aux Français travaillant en Allemagne :

« Par votre tenue et votre discipline, ainsi que par votre rendement, vous vous êtes acquis des droits à la reconnaissance des ouvriers et des dirigeants allemands ; vous servez par votre travail notre lutte pour la paix et la sécurité de l'Europe. »

Hier, c'était le Gauleiter Sauckel, chargé par le Führer de toutes les questions relatives à la main-d'œuvre, qui, s'adressant aux représentants de la presse parisienne, constatait avec satisfaction que le travail de l'ouvrier français était très apprécié outre-Rhin, que l'attitude de nos compatriotes était d'une correction dont il n'avait qu'à se louer et qu'ils rendaient à leur pays un service incalculable.

Ce double témoignage à quelques jours de distance constitue pour les Français qui continuent de partir pour la relève un encouragement moral de la plus haute importance.

— *Tandis que des millions d'hommes,* a-t-il dit, *combattent sur le front de l'Est pour protéger l'Europe contre l'invasion du bolchevisme, d'autres millions travaillent dans les usines pour leur fournir les armements dont ils ont besoin. Les deux efforts sont parallèles et contribuent également à la création de l'Europe nouvelle.*

Dans la gigantesque lutte qu'elle soutient, grâce à l'appoint des travailleurs étrangers, qui libèrent des soldats, la question des effectifs militaires ne se pose pas pour elle.

Le gauleiter Sauckel a parlé ensuite du blocus, dont les adversaires de l'Allemagne espéraient tant pour la priver de denrées alimentaires et de matières premières.

LE FIASCO DU BLOCUS

— *Ce blocus a été un échec complet. Non seulement l'Allemagne ne manque de rien pour sa propre subsistance, mais elle a encore de quoi nourrir convenablement les millions d'étrangers qui vivent actuellement sur son sol, et elle possède assez de matières premières pour le surcroît énorme de production qu'ils représentent.*

En ce qui concerne la qualité de cette main-d'œuvre, des enquêtes ont montré que si, au début, son rendement atteignait à peine 60 % du rendement d'un ouvrier allemand, il dépasse aujourd'hui 80 %, et il est même souvent égal. Cela n'est pas l'effet de la contrainte : on ne force pas des hommes à travailler, ou dans ce cas, le résultat est très médiocre. Mais les excellentes conditions dans lesquelles les ouvriers étrangers sont placés, l'émulation à l'égard de leurs camarades allemands, auxquels ils sont constamment mêlés, l'égalité rigoureuse de traitement qui existe entre les uns et les autres, la cordialité de l'accueil, tout cela a créé ce qu'on peut véritablement appeler le miracle du travail.

LE TRAVAIL DES RUSSES

Après avoir donné un certain nombre de renseignements sur l'organisation matérielle et sur le régime des travailleurs, le gauleiter Sauckel a tenu à rendre un hommage aux Russes :

— *Ce n'est pas,* a-t-il avoué, *sans quelque appréhension que j'ai vu d'abord cet afflux de Bolcheviks. Je redoutais leur propagande et leurs sabotages. Or, ils se sont très vite révélés de très bons et très dociles ouvriers. Dans les régions conquises, c'est par dizaines de milliers que s'engagent les volontaires. Ces hommes, qui vivaient dans un extrême dénuement et dans une continuelle terreur, découvrent avec stupéfaction un monde nouveau, une civilisation nouvelle qu'ils ne soupçonnaient pas. Cela ressort des lettres mêmes qu'ils envoient à leurs familles. L'éducation qu'on leur a donnée leur a répété sur tous les tons que l'Etat soviétique était le paradis des travailleurs. Ils s'aperçoivent qu'on les a trompés. Et ils font maintenant la comparaison entre un ordre fondé sur l'humanité et l'inqualifiable exploitation dont ils étaient les victimes.*

Le gauleiter Sauckel s'est aussi exprimé de la façon la plus élogieuse sur le compte des ouvriers français, dont les techniciens allemands apprécient hautement, a-t-il dit, l'habileté professionnelle, et il a conclu en évoquant la grande Europe fraternelle de demain qui *se forge durement dans les épreuves* et les souffrances actuelles.

— *Si la loi du travail est pénible,* a-t-il dit, *songez à tous les jeunes Allemands qui tombent sur le front, en mer ou dans les airs. Ceux-là payent à la cause commune un tribut beaucoup plus lourd. C'est à leur patrie qu'ils se sacrifient, mais c'est aussi à l'Europe. Le devoir de tous les bons Européens est de les aider par les moyens dont ils disposent. Lors du règlement général, chaque nation sera traitée en considération de ce qu'elle aura apporté. Les travailleurs français qui partent pour l'Allemagne servent donc la France. Vous pouvez être convaincus que le président Laval a raison.*

La Quinzaine Nationale Antituberculeuse

UN DANGER PERMANENT MENACE CHAQUE FRANÇAIS

Une grave menace pèse sur tous les Français, sans considération de classe, de milieu social, de métier et d'âge. C'est le danger permanent de la tuberculose qui n'épargne personne.

A l'origine de toute tuberculose il y a une source de contagion. Celle-ci, nous ne saurons trop y insister, se trouve partout. Personne ne saurait se targuer d'être à l'abri du mal.

En effet, lorsqu'en 1866, le professeur Villemin réalisa l'inoculation expérimentale de la tuberculose, la contagion de cette maladie fut péremptoirement démontrée. Un peu plus tard, en 1882, Robert Koch devait découvrir à son tour le germe qui la provoquait. Dès lors, le dogme de l'hérédité de la tuberculose devait s'effondrer. La *notion* d'une prédisposition n'est certes pas à écarter, et le professeur Emile Sergent l'a judicieusement reconnue.

Quoi qu'il en soit, la lutte contre ce fléau social peut se résumer en deux principes directeurs. Le premier est la lutte contre la cause de contagion, et le second, la lutte contre les causes de la prédisposition. Un simple contact ne suffit pas pour contracter le mal. Il faut des rapports répétés et continus. La vie en commun, le milieu familial est en effet le plus propice à la contagion qui s'exerce avec d'autant plus de force que le sujet est plus faible et que le logis est plus misérable.

Le nourrisson se trouve évidemment le plus exposé, c'est ce qui a pu faire croire d'ailleurs à l'hérédité ; mais l'enfant plus grand, l'adolescent, voire l'adulte sont également menacés. A l'école, au bureau, à l'atelier, le mal cherche ses victimes.

Les premiers symptômes

Il ne faut pas croire que la tuberculose doive se traduire toujours par des symptômes apparents. Dans bien des cas ils sont insignifiants et il faut des semaines, des mois, parfois des années pour les dépister.

L'hémoptysie, la pleurésie sont certes les éléments les plus révélateurs, *mais souvent le manque* d'appétit, un amaigrissement sans cause définie, une toux sèche, une expectoration, des sueurs nocturnes, une grande fatigue générale, une douleur thoracique, la fièvre sont autant de signes qui doivent alerter.

C'est au médecin à en faire le diagnostic par une mise *en observation* du sujet atteint, par un examen radiologique et aussi par une analyse des crachats ou un tubage gastrique.

Prévenir le mal

Il est à peu près impossible dans une grande ville d'échapper au danger de contagion. Il faut donc se préserver de celle-ci pour éviter de contracter par une évolution fatale la maladie tuberculeuse proprement dite : la phtisie.

Comment y parvenir ? En évitant les contacts répétés et intimes avec les malades.

Il faut sauver l'enfant plus réceptif à la maladie, l'adolescent ou l'adulte ; il faut réduire au minimum le danger par une bonne hygiène personnelle, par l'hygiène du logis ou des salles de malades.

Citons parmi les mesures fondamentales de protection, au premier rang, la vaccination antituberculeuse dénommée B.C.G. de Calmette et Guérin.

Enfin c'est en accordant aux incidents révélateurs toute l'attention qu'ils méritent qu'on prévendra le mal.

Intensifier la lutte

Chaque Français doit donc être sur ses gardes, prêt à la riposte. A tous s'impose le devoir de participer à la lutte.

Dans tous les milieux, des sondages doivent être effectués, des examens systématiques répétés, à la condition qu'ils soient faits d'une manière méthodique par des médecins qualifiés.

Pour conclure, ajoutons que